

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, DAMAS, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT : LEVER LES OBSTACLES POUR LIBÉRER SON PLEIN POTENTIEL

Comme les autres pays du monde, la région du Proche et Moyen-Orient peut tirer profit des transformations économiques portées par l'intelligence artificielle (IA).

La Banque mondiale (*From Divide to Opportunity : AI, Jobs, and Growth*, octobre 2026) comme le FMI (*Resilience under Pressure : Weathering the Shocks and Navigating Uncertainty*, octobre 2026) ont abordé cette question dans deux analyses récentes, illustrant à la fois le potentiel de productivité et de création de valeur que représente l'IA pour ces pays confrontés à des contraintes d'investissement et d'emploi, et les obstacles qui subsistent à son plein déploiement.

LE CHIFFRE À RETENIR

20 %

PART DES EMPLOIS DE LA
ZONE PLUS PRODUCTIFS
GRÂCE À L'IA

Alors que la région traverse une période de conflits et de ralentissement économique, l'IA peut constituer un relais et une nouvelle source de croissance. Pour des pays comme l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, le Liban et la Syrie, confrontés à des difficultés en termes de productivité, d'investissement et d'emploi, l'enjeu est particulièrement important : l'IA peut permettre de produire davantage avec les ressources humaines existantes. La Banque mondiale estime ainsi que l'IA pourrait améliorer la productivité dans une proportion pouvant aller jusqu'à 20 % des emplois de la région (incluant certes les pays d'Afrique du Nord). Les gains en croissance (productivité globale des facteurs) dépendent étroitement du niveau de préparation des pays selon le FMI, dépassant d'1 à 3 points de PIB réel sur dix ans les estimations des scénarios de base sans choc économique majeur.

Le risque de destruction massive d'emplois apparaît relativement limité dans la zone, estimé à moins de 10 % pour la Banque mondiale. L'IA générative menace davantage les emplois dans les économies développées, où les activités professionnelles sont plus facilement automatisables. Dans les économies à revenu faible ou intermédiaire, l'enjeu principal est plutôt l'augmentation des capacités des travailleurs, ce qui rejoint les conclusions du *World Development Report* de 2026. Toutefois, le FMI note qu'au niveau mondial, l'IA pourrait conduire à une demande globale moins forte et une baisse des prix du pétrole, impactant négativement les pays de la zone qui en exportent (Iran, Irak, et dans une moindre mesure Syrie).

Les écarts entre pays de la région en termes d'IA sont significatifs. Israël est le seul à être capable de développer des modèles d'IA et des capacités de calcul à haute performance. L'Égypte et la Jordanie, en tant que pays à revenus intermédiaires, disposent des talents techniques et des écosystèmes numériques en croissance, mais aussi des retards en termes de préparation. Le Liban, la Syrie, la Palestine et l'Irak pourraient utiliser l'IA pour réduire les pénuries et catalyser la production, mais leurs contraintes physiques (électricité intermittente, faible connectivité et capacité institutionnelle limitée) en restreignent le potentiel. L'Iran, au réservoir important de compétences scientifiques et technologiques, fait face à la contrainte d'une intégration de plus en plus réduite

aux écosystème internationaux de technologie. Si tous les pays de la zone (sauf la Syrie) ont développé une stratégie nationale sur l'IA, la qualité est inégale et le document n'est parfois pas rendu public.

Pour assurer le plein potentiel de l'IA, trois obstacles doivent être surmontés pour les pays de la région. Il s'agit d'abord de réduire le fossé dans le domaine de la localisation en prenant en compte la diversité linguistique ainsi que les cadres juridiques locaux, car les modèles d'IA, même les plus sophistiqués, présentent des lacunes en arabe dialectal et en compréhension du contexte local : la plateforme de placement JobMatch.ps n'a ainsi pas pu prospérer en **Palestine** car elle ne reflétait pas les structures et dynamiques professionnelles du territoire. Il s'agit ensuite d'améliorer l'accès à l'IA et son utilisation effective : en **Jordanie**, moins de 5 % des entreprises qui utilisent l'IA le font pour améliorer les processus de production ou les systèmes de prise de décision, se concentrant plutôt sur la génération d'images. Enfin, le capital humain et les infrastructures doivent être orientés vers l'IA, prenant en compte le coût, la nécessité de fonctionner sur des appareils basiques ou l'alimentation électrique intermittente. Une voie de progrès majeur selon la Banque mondiale serait d'appuyer la collaboration régionale, en particulier entre les pays de la zone et ceux du Golfe (Arabie saoudite et Émirats arabes unis), aux écosystèmes d'IA les plus avancés.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. BAISSÉ DE L'INDICE PMI (-2,4 PB) EN SEPTEMBRE

L'indice des directeurs d'achat (PMI) a été ramené de 49,6 en août 2026 à [47,2 points en septembre](#). Il s'inscrit ainsi nettement sous le seuil de 50 séparant expansion et contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier, ainsi que sous sa moyenne de long terme de 48,2 points. Ce repli traduit une contraction de l'activité privée, dans un contexte de baisse de la production et d'une demande nationale moins dynamique face à des pressions inflationnistes persistantes. Les entreprises ont également fait état d'une accélération de leurs coûts de production, notamment sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, des métaux, de l'électricité et du transport, conduisant certaines d'entre elles à relever leurs prix de vente. Plusieurs indicateurs témoignent toutefois d'une certaine résilience de l'économie égyptienne : le taux d'emploi a progressé pour le deuxième mois consécutif et les entreprises restent globalement optimistes quant à l'évolution de leur activité au cours des douze prochains mois. Les tensions géopolitiques régionales et les perturbations liées au conflit au Moyen-Orient demeurent néanmoins des facteurs de risque pour l'activité.

2. HAUSSE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'UNION AFRICAINE

Les échanges commerciaux de l'Égypte avec les États membres de l'Union Africaine (UA) sont passés de 5,5 Mds USD au cours des sept premiers mois de 2025 à [6,1 Mds USD sur la même période en 2026](#), soit une hausse de 11,8 % sur un an. Cette progression repose principalement sur la hausse des importations égyptiennes, qui sont passées de 1,1 Mds USD au cours des sept premiers mois de 2025 à 1,6 Md USD en juillet 2026, représentant une augmentation de 45,5 %. Les exportations égyptiennes sont quant à elles passées de 4,3 Mds USD à 4,5 Mds USD en un an, soit une hausse de 3,4 %. L'excédent du solde commercial de l'Égypte vis-à-vis des pays de l'UA a été ramené à 2,9 Mds USD, contre environ 3,3 Mds USD un an auparavant. La Libye demeure le premier marché pour les exportations égyptiennes avec 869 M USD en juillet 2026, devant le Soudan (659 M USD), l'Algérie (566 M USD), le Maroc (521 M USD) et la

Tunisie (252 M USD). Les machines et équipements électriques ainsi que les plastiques figurent parmi les principaux produits égyptiens exportés vers les pays de l'UA. La République démocratique du Congo s'établit comme le premier fournisseur de l'UA de l'Égypte avec 360 M USD d'importations égyptiennes, principalement composées de cuivre, de combustibles minéraux et de pierres précieuses. L'Égypte importe également depuis le Soudan (298 M USD) et la Libye (183 M USD). Cette évolution intervient alors que l'Égypte accueille l'Alamein Africa Forum organisé avec l'UA.

3. LA CROISSANCE DU PIB (+5,1 %) PORTÉE PAR LA HAUSSE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE

Le PIB égyptien a progressé de [5,1% au cours de l'exercice 2025/26](#) pour s'élever à 21 474,7 Mds EGP (366 Mds EUR). La consommation privée s'élève à 19 692,5 Md EGP (336 Mds EUR), contribuant à 91,7 % du PIB et illustrant le poids central de la demande des ménages dans l'économie nationale. La consommation publique s'élève à 1 152,1 Md EGP (19,6 Mds EUR), soit 5,4 % du PIB, tandis que l'investissement atteint 3 007 Md EGP (51 Mds EUR), soit 14,0 % du PIB. Cette dernière composante constitue un soutien en hausse à l'activité égyptienne : sa contribution à la croissance est redevenue positive en 2025/26 (+1,5 pts), après avoir été négative en 2024/25 (-0,8 pts). La consommation privée constitue le principal moteur de l'accélération de la croissance, sa contribution à cette dernière passant de 4,4 pts en 2024/25 à 7,3 pts en 2025/26. À l'inverse, le commerce extérieur continue de peser sur l'activité. Les exportations égyptiennes atteignent 3 917,6 Md EGP (67 Mds EUR / 18,2% du PIB) contre 6 294,5 Md EGP d'importations (107 Mds EUR / 29,3 % du PIB) générant un déficit commercial égyptien de 2 376,9 Md EGP (40,5 Mds EUR). La contribution négative des exportations nettes s'est ainsi accentuée en 2025/26, passant de -0,5 pts à -4,9 pts en un an, dans un contexte de dépendance énergétique et de hausse des prix du pétrole. La reprise de la croissance égyptienne apparaît donc principalement tirée par la demande intérieure, tandis que le déficit extérieur en limite l'ampleur.

4. LANCEMENT DU CORRIDOR ARABO-BALKANIQUE POUR RENFORCER LES ÉCHANGES AVEC L'EUROPE

Le [corridor](#) arabo-balkanique (ABC), projet d'interconnexion multimodale reliant les ports méditerranéens égyptiens aux Balkans, a été lancé le 29 septembre. Les marchandises transitant principalement par les ports d'Alexandrie et Port-Saïd pourront rejoindre l'Europe *via* le port grec de Thessalonique, puis le corridor paneuropéen X, axe routier et ferroviaire reliant la Grèce à l'Autriche. Le projet bénéficie notamment de l'accord de libre-échange entre l'Égypte et la Serbie, entré en vigueur en septembre 2025, qui prévoit la suppression progressive des droits de douane sur plus de 90 % des produits agricoles et industriels d'ici 2035. Une seconde route *via* le port de Bar, au Monténégro, est également envisagée à la suite d'un protocole d'accord signé en juillet 2026, sans qu'un opérateur de transport ait encore été désigné. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie égyptienne visant à renforcer le rôle du pays comme plateforme logistique régionale, alors que les recettes du canal de Suez ont chuté de 10,2 Mds USD en 2023 à 4,8 Mds USD en 2025 sous l'effet des tensions en mer Rouge.

5. RATP Dev, L'AFD ET LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION LANCENT UNE ÉCOLE DÉDIÉE AUX MÉTIERS DU TRANSPORT

Un [protocole](#) d'accord tripartite a été signé le 5 octobre entre le ministère égyptien de l'Éducation et de l'Enseignement technique, RATP Dev Mobility Cairo (RDMC) et l'AFD pour la création à Badr City de la première école technique égyptienne dédiée aux mobilités urbaines et aux transports. La signature, intervenue en présence du président-directeur général du groupe RATP, Xavier Piechaczyk, prolonge la lettre d'intention conclue en juin dernier à l'occasion des vingt ans de l'AFD en Égypte. L'établissement formera les étudiants aux métiers de la maintenance et de l'exploitation des transports urbains, afin de répondre aux besoins croissants en compétences du secteur. Une première promotion doit être accueillie dès l'année scolaire 2026-2027 pour une formation de trois ans à l'issue de laquelle sera délivré un diplôme technique. Le projet doit également servir de pilote à l'AFD, avec l'objectif de favoriser à terme des partenariats similaires avec d'autres entreprises françaises du secteur ferroviaire.

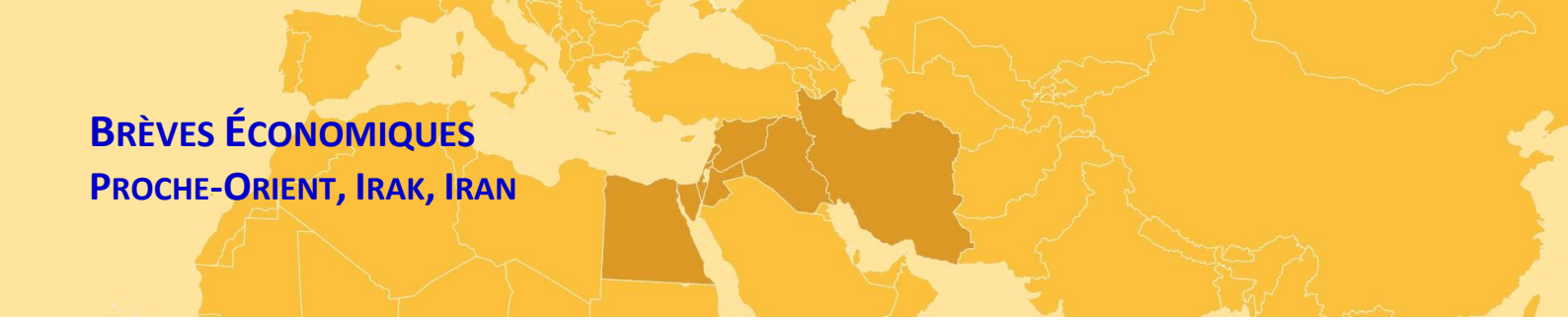
IRAK

1. LA BCI DÉVALUE LE DINAR (1520 IQD/USD)

À la suite d'une décision en Conseil des ministres, la Banque centrale d'Irak (BCI) a fixé le 7 octobre son nouveau taux de change à 1520 IQD/USD, soit une dévaluation d'environ 15 % par rapport au taux de 1320 IQD en vigueur depuis février 2023. La BCI indique que cette dévaluation vise à stimuler l'économie irakienne et soutenir la compétitivité des producteurs nationaux. Cette décision intervient toutefois dans un contexte de fortes pressions sur les finances publiques, liées notamment à la baisse des recettes pétrolières provoquée par la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz. L'essentiel des recettes de l'État irakien étant libellées en USD, la dépréciation de l'IQD permettra de réduire le coût réel des dépenses publiques, libellées en IQD. Néanmoins, cette mesure risque de renchérir le coût des importations et d'alimenter l'inflation, ce qui réduirait le pouvoir d'achat des ménages et augmenterait les coûts pour les entreprises et les acteurs dépendants des importations. Sur le marché parallèle irakien, le USD s'est également apprécié après l'annonce. À Bagdad, le taux de change a atteint environ 1700 IQD 7 octobre, contre environ 1 600 IQD la veille.

2. PREMIÈRE CARGAISON DE BRUT OPÉRÉE PAR L'ÉTAT IRAKIEN

La *Iraq oil tankers company* (IOTC), compagnie d'État irakienne spécialisée dans le transport de produits pétroliers, a indiqué avoir transporté pour la première fois une cargaison de 2 millions de barils de brut irakien à travers le détroit d'Ormuz. Depuis la reprise des exportations de brut irakien par le détroit, l'Irak, ne disposant pas de sa propre flotte de pétroliers, était tributaire de l'intervention des compagnies de *trading* venant charger le brut à Bassora pour le revendre aux acheteurs finaux, au-delà du détroit. En développant ainsi ses propres capacités de transport, l'Irak pourrait être mesure de vendre son pétrole à un prix plus proche des cours mondiaux, sans avoir à appliquer de décote comme elle le fait actuellement.



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

3. REPRIS DES VOLS DIRECTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET BAGDAD

La compagnie allemande *Eurowings*, filiale du groupe Lufthansa, lancera à partir du 10 décembre 2026 des vols directs vers Bagdad, avec deux liaisons hebdomadaires depuis Berlin et deux depuis Düsseldorf, soit quatre vols par semaine. Cette reprise des liaisons directes entre l'Allemagne et Bagdad intervient après près de 40 ans d'interruption. *Eurowings* dessert déjà Erbil depuis plusieurs villes allemandes.

IRAN

1. WASHINGTON RENFORCE LES SANCTIONS CONTRE LES SECTEURS AUTOMOBILE ET FERROVIAIRE

Le 1^{er} octobre 2026, l'OFAC a élargi le champ de l'*Executive Order* 13902 aux secteurs automobile et ferroviaire, permettant désormais de sanctionner les entreprises opérant dans ces domaines. Le secteur ferroviaire est particulièrement concerné en raison de son rôle croissant dans les échanges régionaux, dans un contexte de contraintes accrues sur les routes maritimes. Sa capacité reste toutefois limitée à environ 46 Mt/an, contre 235 Mt/an pour les ports du sud. Si le transport ferroviaire entre l'Iran et la Chine serait plus de trois fois plus rapide que le transport maritime, ses capacités demeurent insuffisantes pour se substituer à ce dernier à grande échelle. Dans le secteur automobile, sept entreprises ont été ajoutées à la liste SDN, dont Iran Khodro et SAIPA, qui représentent ensemble plus de 90 % du marché intérieur. Leur désignation repose sur leur activité dans le secteur automobile, désormais expressément couvert par l'E.O. 13902. L'OFAC a également sanctionné cinq fournisseurs étrangers, basés notamment en Indonésie, aux Émirats arabes unis, en Turquie et à Hong Kong, traduisant une volonté de cibler plus directement les chaînes internationales d'approvisionnement. Les mesures concernent également les secteurs manufacturier et métallurgique, avec notamment HEPCO, sa filiale chinoise ainsi que plusieurs sociétés liées à l'industrie sidérurgique et aux réseaux de *shadow banking*. À court terme, leur impact devrait moins se traduire par un arrêt immédiat de la production que par une hausse des coûts d'approvisionnement, des

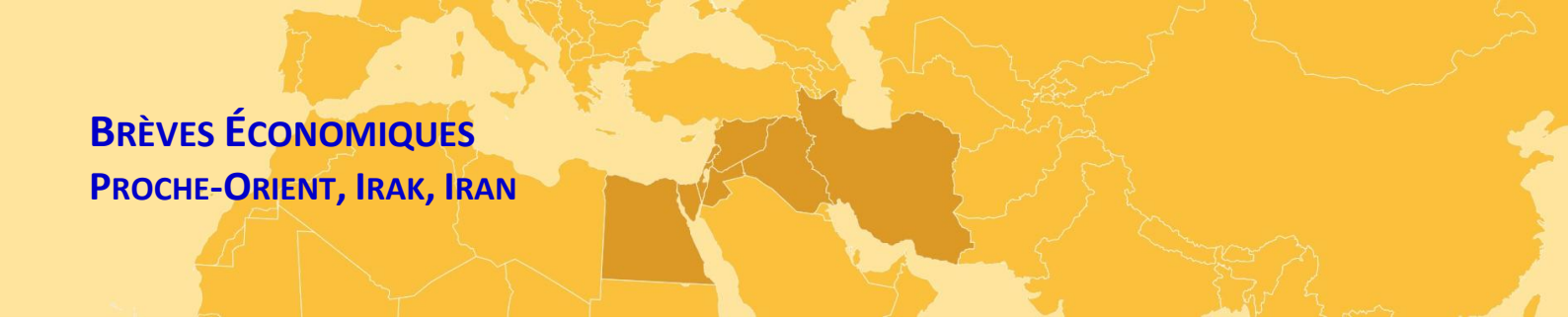
difficultés accrues de paiement et une plus grande réticence des fournisseurs étrangers, alors que l'industrie reste dépendante de certaines importations de composants, d'équipements et de technologies.

2. DÉMISSION DU MINISTRE DU PÉTROLE

Le ministre du Pétrole, Mohsen Paknejad, a démissionné dimanche 4 octobre. Deux dossiers ont particulièrement alimenté les tensions autour de sa gestion au cours des derniers mois. Le premier concerne la direction de la *Persian Gulf Petrochemical Industries Corporation* (PGPIC) par Mohammad Shariatmadari, ancien ministre des Coopératives sous Hassan Rohani. Celui-ci faisait l'objet de demandes de départ en raison de l'application des règles encadrant l'emploi des responsables retraités. Son refus de démissionner a provoqué un conflit de gouvernance au sein de la société et conduit à la démission de plusieurs membres du conseil d'administration. Le second dossier, plus sensible, porte sur le rapatriement des recettes pétrolières. Le Parlement a engagé une procédure d'enquête sur les modalités de vente du brut par la NIOC et sa filiale NICO. L'un des principaux points examinés concerne l'attribution d'environ 80 millions de barils à quatre intermédiaires ou « trustees ». Les parlementaires souhaitent notamment examiner les critères de sélection de ces intermédiaires, les ventes à crédit, les rabais consentis, les garanties obtenues ainsi que le recouvrement effectif des recettes pétrolières.

3. PRESSION CROISSANTE SUR LE BUDGET DES MÉNAGES

Selon le Centre national des statistiques, les dépenses moyennes des ménages urbains ont augmenté de 45,5 % en g.a. en 1404 (2025/2026), dont 74 % pour les dépenses agroalimentaires et 36,7 % pour les autres dépenses. Dans les zones rurales, elles ont progressé de 52,3 %, avec une hausse de 68,2 % des dépenses agroalimentaires et de 42,7 % des autres dépenses. Sur la même période, le revenu moyen des ménages a augmenté de 41,2 % dans les zones urbaines et de 47,5 % dans les zones rurales, soit à un rythme inférieur à celui des dépenses. La décomposition du budget des ménages montre par ailleurs une hausse de la part consacrée aux deux principaux postes de dépenses, à savoir l'alimentation et le logement, tandis que celle



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

consacrée à l'achat d'appareils électroménagers a diminué. Cette évolution traduit une pression accrue sur le pouvoir d'achat et une concentration croissante des dépenses sur les besoins essentiels, limitant davantage la marge de manœuvre budgétaire des ménages en 1405 (2026/2027).

4. NOUVELLE PHASE DE TENSIONS SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Le marché des changes connaît une nouvelle phase de forte volatilité. Entre la fin août et le 5 octobre, l'écart entre le taux officiel (1 USD = 1 760 000 IRR) et le taux du marché libre (1 USD = 2 700 000 IRR) s'est fortement creusé, dépassant 53 %. La perturbation de certains canaux d'approvisionnement en devises, notamment ceux liés au Tether (USDT), la montée des incertitudes politiques et géopolitiques, ainsi que le renforcement des restrictions financières et commerciales et les inquiétudes concernant l'accès futur aux devises ont alimenté la demande de devises en espèces sur le marché libre. Afin de contenir ces tensions, la Banque centrale d'Iran (BCI) a proposé, depuis samedi 3 octobre, la mise en vente de 2 Mds USD en espèces à un taux inférieur à celui du marché libre, soit 1 USD = 2 610 000 IRR. Cette mesure semble témoigner d'une évolution de la doctrine de la BCI en matière de change. Plutôt que de chercher à défendre le rial en vendant des devises à un taux sensiblement inférieur à celui du marché, la BCI paraît désormais privilégier une augmentation de l'offre de devises à un taux plus proche de celui du marché libre, tout en cherchant à orienter une partie de l'épargne des particuliers vers d'autres classes d'actifs, notamment la Bourse de Téhéran.

5. RISQUE ACCRU DE PÉNURIE DE GAZ DURANT L'HIVER

Le pays devrait de nouveau faire face à un déficit important de gaz au cours de l'hiver 2027. Selon la porte-parole du gouvernement, environ 230 M m³/jour de capacité de production auraient été perdus, dont près de 100 M m³/jour auraient depuis été rétablis. Il resterait ainsi environ 130 M m³/jour de capacité indisponible, soit près de 57 % de la capacité initialement perdue. Face à cette situation, les autorités pourraient de nouveau privilégier l'approvisionnement des ménages et réduire les volumes de gaz destinés aux centrales électriques et aux industries. Un recours accru au mazout dans les

centrales thermiques est ainsi envisagé, avec pour conséquence possible une aggravation de la pollution atmosphérique. Parmi les autres mesures destinées à contenir la demande figurent le télétravail dans les administrations publiques, voire le recours à l'enseignement à distance dans les écoles et les universités, afin de réduire les besoins de chauffage des bâtiments publics. Les autorités envisagent également de suspendre temporairement l'alimentation en gaz de certaines résidences secondaires et villas, notamment dans les régions du nord du pays.

ISRAËL

1. L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE APPROUVE L'ACCORD SUR LE GAZ DE LEVIATHAN

Après la levée des objections par l'Autorité de la concurrence, l'accord de 6,7 Mds USD entre les partenaires du gisement de gaz offshore Leviathan, *NewMed Energy LP* et *Ratio Energies LP*, et les nouvelles centrales électriques de *Dalia Energy Companies*, est sur le point de se concrétiser. L'accord d'approvisionnement en gaz pour deux nouvelles centrales à gaz (Dalia 2 et Avshal), chacune d'une capacité de 850 MW, prévoit la fourniture de gaz à un prix relativement attractif (4,7 USD par MMBtu) pour une durée de vingt ans. Selon l'Autorité, l'accord présente des avantages importants pour l'économie, notamment sur le prix mais aussi la création d'un précédent en matière de « ventes séparées ». Jusqu'à présent, les partenaires exploitant des gisements de gaz effectuaient des ventes conjointes qui laissaient très peu de place à la concurrence. Dans le cadre de cet accord l'exploitant du gisement de gaz, Chevron (40 %), est exclu de l'accord, tandis que NewMed (45 %) et Ratio (15 %) l'ont signé séparément.

2. HAUSSE DE L'ACTION D'EL AL (+13 %)

La tentative d'attentat contre le vol *flydubai* la semaine dernière s'est traduit à la bourse de Tel Aviv par une hausse de 13 % de l'action d'El Al Israel Airlines (TASE : ELAL) en deux jours, portant la capitalisation boursière de la compagnie aérienne à un pic de 11,5 Mds d'ILS (3,35 Mds EUR). Cette hausse du cours de son action place El Al sur le point

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

d'intégrer pour la première fois dans l'indice phare Tel Aviv 35. La compagnie figure désormais parmi les principaux candidats à l'intégration dans cet indice lors de la révision des indices prévue en novembre. La nouvelle vague de demande de billets auprès de la compagnie aérienne israélienne et la poursuite de la période faste qu'elle connaît depuis trois ans de guerre, sa valeur a augmenté de 450 % (représentant un bénéfice net cumulé de 1,04 Md USD). El Al détient actuellement 50 % du trafic passagers à l'aéroport Ben Gourion avec un taux d'occupation exceptionnel de 94 %. Les investisseurs de Tel-Aviv semblent convaincus que, dans un avenir proche, El Al bénéficiera d'une hausse des réservations, en raison des craintes des Israéliens à l'idée de voyager avec des compagnies aériennes étrangères.

3. NGE SE PRÉQUALIFIE POUR L'APPEL D'OFFRES INFRA I DU PROJET DE MÉTRO DE TEL AVIV

NTA, la société publique qui gère le projet de métro de Tel Aviv, a annoncé mercredi dernier la préqualification de 19 consortiums (composés de 31 entreprises originaires d'Inde, des États-Unis, de Chine, d'Europe et d'Israël) pour l'appel d'offres infra I, dont le montant total s'élève à 65 Mds d'ILS (19 Mds EUR). Selon la presse économique locale, trois consortiums européens figurent dans la liste : le group grec AKTOR, la société italienne de construction et génie civil PIZZAROTTI, et le groupe français de bâtiment et travaux publics NGE, en partenariat avec la société locale Electra. Le premier appel d'offres du projet, dont le coût total est estimé à 180 Mds d'ILS (52,4 Mds EUR), devrait être publié début 2027.

JORDANIE

1. POSE DE LA 1^{ÈRE} PIERRE DU PROJET FERROVIAIRE AQABA-AL SHIDIYEH-MAAN

Le roi Abdallah II et le prince héritier d'Abu Dhabi, ont assisté à la cérémonie de pose de la première pierre du projet ferroviaire Aqaba-Al-Shidiyeh-Maan à Aqaba, en Jordanie. Représentant un investissement d'environ 2,5 Mds USD, le projet prévoit la construction d'une ligne ferroviaire d'environ 400 kilomètres reliant le port d'Aqaba aux centres miniers d'Al-Shidiyeh et de Ghor Al-Safi, ainsi

qu'à la zone logistique de Maan. La première phase devrait permettre de transporter environ 13 M de tonnes de phosphate par an.

2. QUATRIÈME HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a annoncé une révision à la hausse des tarifs des carburants pour le mois d'octobre (+0,05 JOD/0,071 USD) :

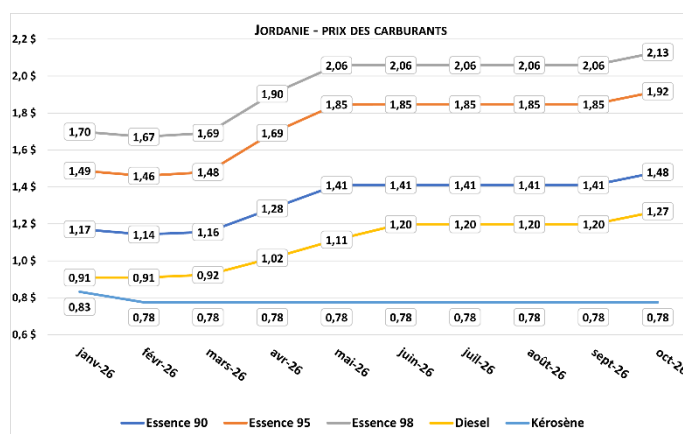
Diesel : 0,90 JOD (1,27 USD) le litre

SP 90 : 1,05 JOD (1,48 USD) le litre

SP 95 : 1,36 JOD (1,92 USD) le litre

SP 98 : 1,51 JOD (2,13 USD) le litre

Les prix du gaz et du kérosène resteront inchangés. Ces augmentations, quatrième vague depuis le début de la guerre en février 2026, ne reflètent toutefois pas totalement l'évolution des cours mondiaux, l'État jordanien continuant d'absorber une partie de la hausse réelle des coûts. Pour mémoire, le gouvernement jordanien aurait supporté environ 224 M JOD/316 M USD d'écarts de prix cumulés entre février et août 2026. En outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales a annoncé que la Jordanie disposait de réserves de produits pétroliers (SP 90, 95, diesel, kérosène et carburant d'avion) pour répondre à l'équivalent de 60 jours de demande domestique.



LIBAN

1. LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE DEMANDE LE RÈGLEMENT DE 300 M USD D'ARRIÉRÉS DÙS À EDL

Selon une information rapportée par l'agence de presse nationale (NNA), le ministre libanais de l'Énergie, Joe Saddi, a annoncé le 6 octobre qu'il

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

suspendrait sa participation aux séances du Conseil des ministres jusqu'à l'adoption de mesures fortes concernant le secteur de l'électricité. Il demande notamment le règlement par l'État de ses arriérés envers Électricité du Liban (EDL), estimés à 300 M USD, ainsi que le remboursement du coût des exemptions accordées aux résidents pendant la guerre dans le Sud du pays. Il défend également l'instauration d'une tarification flexible de l'électricité, indexée sur les prix des combustibles, afin de préserver la viabilité financière d'EDL, qui ne produit plus que 2 à 3 heures d'électricité par jour, le déficit de production étant comblé par des générateurs coûteux et polluants.

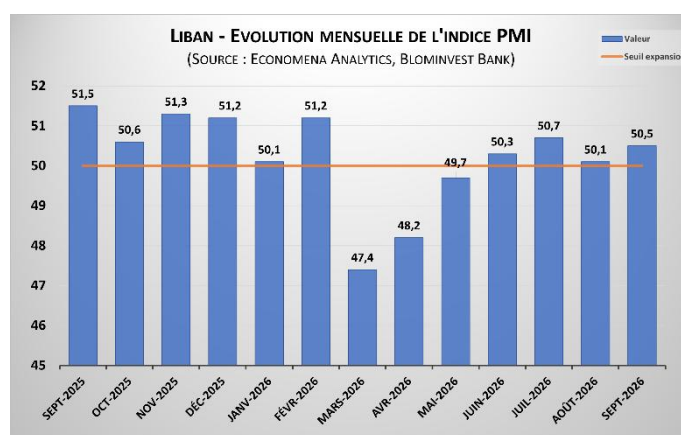
2. BEYROUTH ET TRIPOLI INTÈGRENT L'INITIATIVE IMEC

Les ports de Beyrouth et de Tripoli ont rejoint le « Club des ports de l'IMEC », en signant le 6 octobre 2026 à New Delhi la déclaration commune lançant cette plateforme de coopération entre infrastructures portuaires du corridor Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC). Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la visite au Liban de Gérard Mestrallet et de la coopération engagée avec le port de Marseille Fos, à l'origine de la création du Club avec l'opérateur indien, Adani Ports. Les présidents des ports de Beyrouth et de Tripoli ont également participé au premier atelier du Club, qui vise à renforcer la connectivité, la fluidité des échanges, la numérisation et la décarbonation des chaînes logistiques

3. NOUVELLE HAUSSE DU PMI EN SEPTEMBRE MALGRÉ LES INCERTITUDES LOCALES ET RÉGIONALES

Le *Purchasing Managers' Index* (PMI) s'est établi à 50,5 en septembre 2026, enregistrant son quatrième mois de hausse consécutive. Ce développement est attribuable essentiellement à un apaisement relatif de la situation sécuritaire dans la capitale, ayant permis une saison estivale meilleure que prévu. Les perspectives pour les mois à venir pourraient toutefois être moins positives : les répercussions du conflit régional sur la facture énergétique (qui a doublé depuis le début du conflit entre les États-Unis et l'Iran fin février) et son impact sur le pouvoir d'achat aura un effet négatif sur la demande interne. Cette évolution en dents de scie de l'indice traduit ainsi la saisonnalité accrue de l'économie

libanaise, très dépendante d'une activité touristique largement tournée vers les retours saisonniers de la diaspora, elle-même tributaire des développements de la situation sécuritaire. Les attentes du secteur privé restent mitigées, compte tenu des instabilités sécuritaires (avec la poursuite du conflit au Sud-Liban et le risque de son élargissement), mais aussi des incertitudes politiques (désarmement du Hezbollah) et économiques (absence de programme avec le FMI).



PALESTINE

1. 77 HEURES PERDUES PAR AN ET PAR PERSONNE AUX CHECKPOINTS

Un Palestinien de Cisjordanie perd en moyenne près de 100 minutes par semaine à attendre aux checkpoints militaires israéliens, soit environ 77 heures par an et par personne. À l'échelle de la population palestinienne, cette perte cumulée représenterait près de 30 années de temps, selon une enquête menée par le *Arab Reporters for Investigative Journalism* (ARIJ), en partenariat avec le *Palestine Journalism Lab* et *Lighthouse Reports*, et publiée par Wired.

Réalisée sur 18 mois, l'enquête s'appuie notamment sur l'analyse de 2,6 milliards de signaux GPS, ainsi que sur des images satellitaires, des données de terrain et des témoignages. Elle recense environ 900 checkpoints et obstacles à la circulation en Cisjordanie, comprenant barrières, portes, monticules de terre et blocs de béton. Au-delà des retards, ces restrictions affectent directement l'accès au travail, à l'éducation et aux soins, tout en imposant

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

des trajets plus longs, plus coûteux et davantage imprévisibles.

2. L'ÉCONOMIE GAZAQUIE APRÈS TROIS ANS DE GUERRE

En trois ans de guerre, l'économie de Gaza est passée d'un système déjà fragilisé par le blocus à une économie ayant perdu l'essentiel de ses capacités productives. Selon la CNUCED, dans un rapport publié le 24 septembre 2026, 92 % des établissements économiques ont été endommagés ou détruits depuis octobre 2023. Après une contraction de 83 % du PIB réel en 2024, le PIB par habitant n'atteignait plus que 212 USD en 2025, soit 0,58 USD par jour et seulement 17 % de son niveau de 2022. Le chômage a atteint 78 %, tandis que la production agricole et industrielle restait inférieure de 94 % à celle de 2022 et la construction de 99 %. Les prix en 2025 demeuraient supérieurs de 274 % à leur niveau de 2022 et, en septembre 2026, encore 207 % au-dessus de leur niveau d'avant-guerre. Moins de 1,5 % des terres agricoles restaient accessibles et intactes. Les besoins de relèvement et de reconstruction sont désormais estimés à 71,5 Mds USD, dont 35,2 Mds de dommages physiques et 22,7 Mds de pertes économiques.

3. PERTES DU SECTEUR OLÉICOLE EN 2026

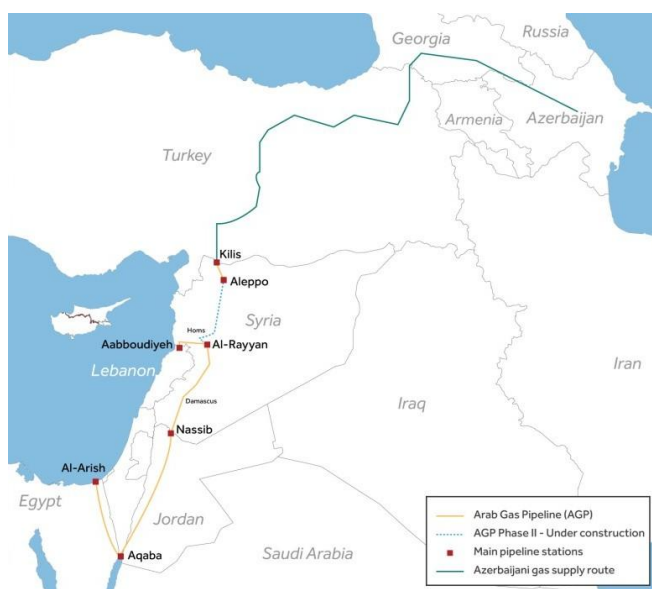
Le secteur oléicole palestinien a subi des pertes cumulées estimées à plus de 157 M USD depuis 2023, selon des données du ministère palestinien de l'Agriculture. Environ 286 000 oliviers ont été endommagés au cours de cette période, sous l'effet combiné des destructions, des restrictions d'accès aux terres et des violences contre les agriculteurs. Pour la seule année 2026, jusqu'à fin septembre, les pertes sont estimées à plus de 67 M USD, tandis qu'environ 100 000 arbres ont été touchés. Le ministère estime également qu'environ 250 000 dunums, soit près de 30 % des superficies oléicoles de Cisjordanie, sont devenus inaccessibles aux producteurs.

Dans ce contexte, la campagne 2026 reste fortement dépendante de l'accès effectif aux terres. La production pourrait atteindre environ 21 000 tonnes d'huile d'olive si les agriculteurs peuvent récolter normalement. À défaut, les pertes pourraient dépasser 25 % du potentiel de production attendu.

SYRIE

1. DÉMARRAGE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU TRONÇON HOMS-ALEP DE L'ARAB GAS PIPELINE

L'entreprise qatarienne UCC Holding a officiellement lancé la construction d'un tronçon de 186 kilomètres reliant Homs à Alep dans le cadre de la Phase II de réhabilitation de la partie syrienne de l'Arab Gaz Pipeline. D'une capacité initiale de transport de 11 millions de m³ de gaz par jour, ce projet d'une durée de 22 mois vise à désenclaver le transit énergétique régional.

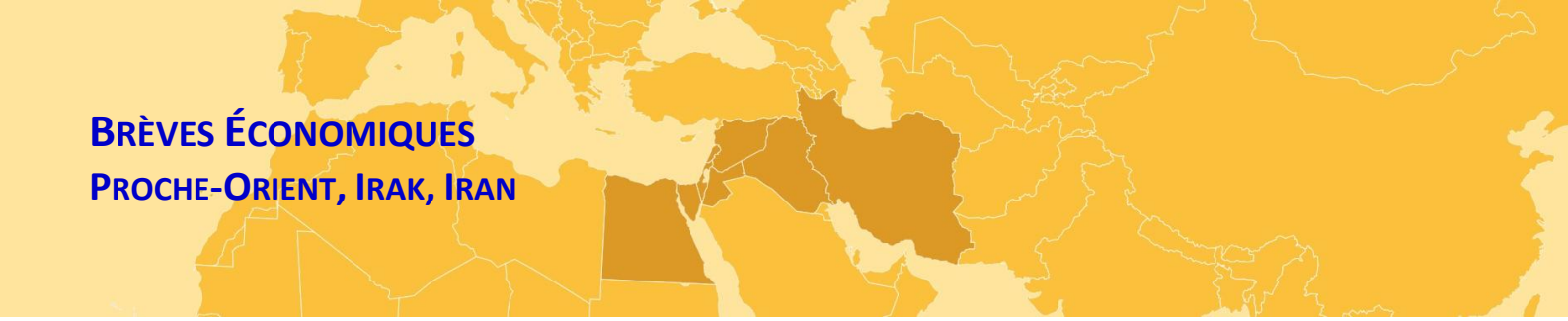


2. LANCEMENT D'UN MÉGAPROJET DE BARRAGE SUR L'EUPHRATE (1,16 Md USD)

Le ministère syrien de l'Énergie a ouvert un appel à manifestation d'intérêt pour le développement du barrage de Halabiya-Zalabiya. Ce projet de 1,16 Md USD, situé au nord de Deir ez-Zor, comprend la construction d'une centrale hydroélectrique de 81 MW et d'une station de transfert d'énergie par pompage (STEP) pouvant atteindre 1 200 MW. L'infrastructure vise également à irriguer environ 30 000 hectares de terres agricoles.

3. OBJECTIF DE DOUBLEMENT DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE D'ICI UN AN

La compagnie nationale *Syrian Petroleum Company* a annoncé son intention de faire passer sa production de pétrole brut à 250 000 barils par jour d'ici la fin de l'année 2027, contre environ 110 000 barils par jour



BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

actuellement. Cela permettrait de couvrir entre 70 et 80 % des besoins domestiques contre environ 30 % aujourd'hui.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr